



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité Territoriale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2013-0252

**Arrêté préfectoral du 07 NOV. 2014**  
**portant autorisation d'exploiter par la SARL SAINT AMANS ENERGIES un parc éolien**  
**situé lieux-dits « Puech Balmes » et « Forêt communale »**  
**sur la commune de Saint Amans Valtoret (81240)**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014, publié au journal officiel de la République française le 2 août 2014, portant nomination de M. Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014 paru au recueil des actes administratifs le 2 janvier 2014 donnant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- Vu la demande reçue en préfecture le 28 août 2013 et complétée le 21 février 2014 par la SARL SAINT AMANS ENERGIES dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33323 Bègles cedex en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 20,5 MW ;
- Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées du 31 mars 2014 déclarant le dossier recevable ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 14 mai 2014 ;
- Vu le registre d'enquête et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 12 août 2014 ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Lasfaillades, Pont de l'Arn, Saint Amans Soult et Le Rialet ;
- Vu le rapport du 2 septembre 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie dans sa formation spécialisée dite « sites et paysages » le 26 septembre 2014 ;
- Vu le courrier du 2 octobre 2014 reçu le 6 octobre 2014 par lequel l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté préfectoral et invité à formuler ses éventuelles observations écrites dans le délai mentionné à l'article R. 512-26 du code de l'environnement ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant dans son courrier du 17 octobre 2014 envoyé le 21 octobre 2014 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment en vue de protéger la biodiversité, la faune aviaire ainsi que les espèces sensibles recensées durant la phase de construction et d'exploitation sont définies et que l'exploitant devra assurer une vigilance particulière dans le cadre de l'entretien de certains milieux pour permettre une bonne protection des espèces ;

Considérant les mesures imposées à l'exploitant, notamment durant les phases de travaux d'installation visant à protéger la biodiversité des milieux des habitats et de la flore et compte tenu de l'encadrement de ces travaux par un écologue habilité durant cette phase spécifique de la vie de l'installation ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, visent à assurer un suivi naturaliste régulier des impacts du parc sur la faune environnante tout au long de la période d'exploitation et considérant qu'au regard de ce suivi des mesures nouvelles visant à corriger ces impacts pourraient être élaborées si nécessaire afin d'améliorer les mesures prédéfinies à l'origine de la demande ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le plan de bridage et d'arrêt des aérogénérateurs à certaines plages de vent et à certaines périodes de l'année sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations et qu'un contrôle de ces impacts devra être réalisé dès la mise en exploitation du parc et réalisé ensuite selon une fréquence régulière et que l'administration se réserve le droit d'augmenter à tous moments ces contrôles dans le cadre du renforcement des mesures qu'elle pourrait prendre si nécessaire ;

Considérant que l'implantation du parc éolien a été réalisée en tenant compte des secteurs à protéger et des distances d'éloignement réglementées en vigueur vis-à-vis des secteurs habités et que des mesures de sécurité publiques sont par ailleurs imposées en complément des mesures techniques de sécurité minimale imposées par les prescriptions nationales ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn*  
**a r r ê t e**

**Article 1** – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL SAINT AMANS ENERGIES dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33323 Bègles cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint Amans Valtoiret, aux lieux dits « Puech Balmes » et « Forêt communale », les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

**Article 2** – Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Puissance	Régime « autorisé »
2980	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs  1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	10 machines de 2,05MW pour une puissance installée globale de 20,5 MW  Hauteurs en sommet de nacelle : 84m  Hauteur globale limitée en bout de pale à 125 mètres maximum par rapport au terrain naturel.	20,5 MW (production annuelle prévisionnelle de 57,5 GWh par an)	A

Régimes : A (autorisation), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

La hauteur maximale en bout de pale des plus hautes unités de production sera limitée à 125 mètres d'altitude. Un contrôle altimétrique et un certificat de conformité du respect de cette côte devront être fournis avant le démarrage de ces unités.

### **Article 3 - Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Saint Amans Valtoret, aux lieux dits « Puech Balmes » et « Forêt Communale ».

Le parc éolien est implanté sur les sections cadastrales B et C de la commune de Saint Amans Valtoret sur les parcelles suivantes :

Section	Parcelle
B	34
C	20
C	69

### **Identification des aérogénérateurs**

Unités	Coordonnées Lambert II étendu	Parcelles	Sections
Aérogénérateur n° 1	X : 613236 Y : 1834985	34	B1
Aérogénérateur n° 2	X : 613350 Y : 1835187	34	B1
Aérogénérateur n° 3	X : 613504 Y : 1835390	34	B1
Aérogénérateur n° 4	X : 613918 Y : 1835356	20	C
Aérogénérateur n° 5	X : 614180 Y : 1835402	20	C
Aérogénérateur n° 6	X : 614765 Y : 1836036	20	C
Aérogénérateur n° 7	X : 615072 Y : 1836058	20	C
Aérogénérateur n° 8	X : 615410 Y : 1836138	69	C
Aérogénérateur n° 9	X : 615561 Y : 1836375	69	C
Aérogénérateur n° 10	X : 615957 Y : 1836491	69	C
Poste de livraison 1 (PDL 1)	X : 613513,56 Y : 1835365,71	34	B1
Poste de livraison 2 (PDL 2)	X : 615428,8 Y : 1836114,25	69	C

### **Article 4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur.

### **Article 5 - Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la SARL SAINT AMANS ENERGIES s'élève donc à :

$$M(2013) = 10 \times 50\,000 \times (\text{Index } n / \text{Index}_0) \times (1 + \text{TVA} / 1 + \text{TVA}_0) = 534\,213 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

Index<sub>0</sub> est l'indice TP01 en vigueur au 1er mai 2014.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie, soit 20 %.

TVA<sub>0</sub> est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.

L'exploitant réactualise **chaque année** le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

**Article 6** - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

### **6.1.- Protection des chiroptères /avifaune**

1. Un système de détection des oiseaux, couplé à un système d'effarouchement est installé sur les éoliennes E1, E5, E6 et E10 pour éviter les risques de collision avec les espèces migratrices et les rapaces nicheurs, lorsqu'un oiseau pénètre dans la zone de risque éloignée. Ce système entraîne l'arrêt de la rotation des pales lorsqu'un oiseau pénètre dans la zone de risque rapprochée.

2. L'exploitant met en place, en liaison avec la mairie de Saint-Amans-Valtoret, un plan de gestion forestière favorable aux chiroptères comportant la création et le maintien d'îlots de sénescence. Une convention est établie avec la mairie.

3. L'exploitant maintiendra, au niveau des mâts, des clairières de taille réduite et assurera une gestion des lisières et des formations herbacées présentant un faciès peu attractif pour les rapaces et les passereaux. L'exploitant pourra faire appel à un écologue pour définir le plan de gestion de ces mesures.

4. Les cavités au niveau de la nacelle et du rotor, et des éventuels éléments de structure creux verticaux seront obturés par l'apposition de grilles afin de limiter les possibilités de nichage et les risques de mortalité des oiseaux et des chiroptères.

5. L'exploitant met en œuvre un suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères, à T+1an, T+10 ans, T+20 ans.

Le suivi de la mortalité des chiroptères devra porter une attention particulière sur le minioptère de Schreibers, la noctule de Leisler, la noctule commune, la pipistrelle de Nathusius, la pipistrelle commune et la pipistrelle pygmée.

Le suivi de la mortalité des oiseaux devra porter une attention particulière sur certains rapaces (bondrée apivore, busard saint-martin, circaète jean le blanc, milan noir, vautour fauve), passereaux et assimilés (alouette lulu, bec-croisé des sapins, bouvreuil pivoine, hirondelle rustique, hirondelle des fenêtres, martinet noir, pic noir).

6. L'exploitant assurera un suivi naturaliste (population et comportement) des oiseaux et des chiroptères, à T+1an, T+3 ans, T+5 ans, T+10 ans et T+20 ans permettant ainsi de vérifier l'efficacité des mesures proposées.

### **6.2.- Protection du paysage**

1. Les façades extérieures des postes de livraison et de la base de vie seront recouvertes d'un bardage bois.

2. L'exploitant réalise **un contrôle** par un suivi photographique du paysage, à T+1 an, T+5 ans et T+10 ans, permettant de vérifier l'efficacité des mesures proposées.

#### **Article 7** - Mesures spécifiques liées à la phase travaux

1. La réalisation des travaux de débroussaillage et de déboisement s'effectuera en dehors de la période de reproduction (mars-août) des espèces nicheuses (oiseaux, chauves-souris, faune terrestre).
2. Le balisage de l'emprise du chantier sera effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc.
3. Un suivi des mesures paysagères liées au chantier et à la remise en état est réalisé par un paysagiste dans l'année suivant la mise en service du parc.
4. La réalisation des opérations de ravitaillement des engins s'effectuera sur une aire étanche mobile, le stationnement des engins sera organisé au niveau d'une surface étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier.
5. Des fossés et des ouvrages ou bassins de décantation seront installés au niveau de la voirie, des chemins d'accès et des plates-formes afin de limiter les emports de matières en suspension. La réalisation des travaux s'effectuera en dehors des périodes pluvieuses.
6. Lors de la création des pistes, l'exploitant veille à ne pas détruire les zones humides inventoriées.
7. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus afin de ne pas altérer les zones humides, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).
8. Le décapage des couches de découverte sera effectué en séparant les différents horizons pédologiques et en les remplaçant dans l'ordre originel, de manière à préserver la qualité des sols et à favoriser la reprise spontanée des végétaux. Le stockage de la terre végétale est effectué sur une zone à l'écart des passages des engins. Les mesures devront permettre la reconstitution spontanée de la strate herbacée après la phase de travaux. Si nécessaire, la réalisation des ensemencements, à partir d'espèces autochtones, sera effectuée.  
Le plan de circulation des véhicules est organisé pour éviter que les engins de chantier ne circulent sur des sols en place mais uniquement sur des pistes ou des zones aménagées.
9. L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré et doit faire l'objet de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau.
10. Un suivi naturaliste des habitats et de la flore, à T+1an, T+3 ans et T+5 ans devra vérifier l'efficacité des mesures proposées.

#### **Article 8** – Mesures de protection des ressources en eau

L'exploitant tient à jour un plan mentionnant les parcelles d'implantation du projet impactées par un périmètre de protection des captages de la commune de Saint-Amans-Valtoret, sur lequel sont reportés tous les aménagements nécessaires au parc.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour respecter l'ensemble des prescriptions et interdictions applicables aux périmètres de protection établis.

Durant toute la période des travaux d'aménagement, l'exploitant procède, en liaison avec les gestionnaires des captages concernés, à des analyses mensuelles de la qualité des eaux des captages, portant à minima sur les paramètres suivants : turbidité, hydrocarbures et HAP.

**Article 9 – Information sur les risques**

En accord avec la mairie de Saint Amans Valtoiret, l'exploitant met en place en nombre suffisant des panneaux d'affichage judicieusement répartis, destinés à signaler la présence des éoliennes et les risques associés. Ces panneaux d'affichage formalisent l'interdiction de stationner sous l'emprise des éoliennes.

**Article 10 - Autres mesures de suppression, réduction et compensation**

Afin de réduire les nuisances sonores induites par l'installation, l'exploitant doit respecter les plans d'optimisation présentés ci-dessous avec des plans de bridage et d'arrêt des aérogénérateurs et mis en place dès la mise en service industrielle de l'installation.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un enregistrement des paramètres de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de justifier la mise en œuvre de ce plan de bridage et d'arrêt.

Ces mesures de bridage et d'arrêt sont renforcées, ou réajustées le cas échéant, au regard des résultats des mesures de la situation acoustique réalisées en application de l'article 12.1 et d'autre part au regard de l'évolution de la technologie des machines.

**Plan d'optimisation – Direction de vent Nord-Ouest : Plan d'arrêts et de bridages des machines en période nocturne**

Vitesse de vent (m/seconde)	3	4	5	6	7	8	9	10
E1					Réduit (C)			
E2					Réduit (C)			
E3								
E4				Réduit (B)	Réduit (B)			
E5				Réduit (C)				
E6								
E7								
E8			Réduit (A)					
E9								
E10			Réduit (A)	Réduit (A)				

**Plan d'optimisation – Direction de vent Sud-est : Plan d'arrêts et de bridages des machines en période nocturne**

Vitesse de vent (m/seconde)	3	4	5	6	7	8	9	10
E1								
E2								
E3								
E4								
E5								

E6								
E7								
E8								
E9								
E10				Réduit (B)				

Les cases vides correspondent à un fonctionnement en mode normal.

Légende pour les tableaux :

	Vitesse (m/s)	3	4	5	6	7	8	9
Puissance acoustique en mode réduit	Mode réduit type (A)		95,6	98	101,7	104	104,2	104,2
	Mode réduit type (B)		95,6	98,4	98,9	102,5	104,2	104,2
	Mode réduit type (C)		95,6	96,8	97,6	101,6	104,2	104,2

#### **Article 11** – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

#### **Article 12** - Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

##### **12.1 - Auto surveillance des niveaux sonores**

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès la mise en service de l'installation par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi acoustique, à T+5 ans, T+10 ans; T+15 ans, T+20 ans et T+25 ans sera réalisé en vue de vérifier l'efficacité des mesures de bridage proposées par l'exploitant.

#### **Article 13** - Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'incendie

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 :

### **13.1- Modalités spécifiques à l'intervention des secours**

#### **Implantation :**

1. Maintenir l'accès à chaque éolienne pour permettre l'intervention des sapeurs-pompiers. Une voie, au minimum praticable par les véhicules « tous chemins » doit être maintenue dans un état tel qu'elle permette à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Elle sera clairement identifiée, maintenue en constant état de propreté et dégagée de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation. En cas de cul-de-sac, elle doit permettre les demi-tours et les croisements des engins.
2. L'accès aux plates-formes est interdit, en l'absence de responsables, par des barrières avec affichage des risques encourus. L'affichage de cette interdiction doit s'étendre autour de chaque éolienne sur un rayon supérieur à sa hauteur (pales comprises). Les services de secours doivent pouvoir pénétrer par simple utilisation de leurs outils (polycoise, coupe-boulon, petite pince,...).
3. Chaque éolienne est éloignée d'au moins 500 m de toute construction à l'exception des bâtiments inoccupés (transformateur, dépôt de matériel..).
4. Le terrain est débroussaillé sur un rayon de 50 m au moins autour des installations ainsi que 10 mètres de part et d'autre des voies donnant accès à chaque plate-forme depuis la voie publique.

#### **Construction :**

5. Le transformateur éventuel est placé dans un local totalement isolé et interdit d'accès. Le local doit être clairement identifié par un pictogramme symbolisant le risque électrique. Dans le cas contraire, les personnes doivent pouvoir accéder au sommet de la nacelle et soit utiliser des équipements adaptés pour descendre en toute sécurité au sol, soit être secourues par hélicoptère.

#### **Dégagement :**

6. Réaliser un accès et dégagement sûr des installations situées en hauteur. Y sont prévus un équipement anti-chutes adapté et des blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Cet éclairage de sécurité doit être complété par des projecteurs portables accessibles facilement.
7. Chaque groupe d'éoliennes est doté d'équipements de protection individuelle permettant d'accéder aux nacelles en toute sécurité. Ces équipements doivent être en nombre suffisant pour permettre simultanément leur usage par des personnes de l'établissement et deux sapeurs-pompiers. Le nombre et l'emplacement de ces équipements sont établis en accord avec le service départemental de secours.

#### **Installations techniques :**

8. Installer et signaler des organes de coupure des différentes sources d'énergie. Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence par les services de secours.
9. Faire procéder périodiquement, par des techniciens compétents, à l'entretien et à la vérification des installations.
10. Les risques des locaux électriques sont clairement identifiés par des pictogrammes adaptés.
11. Les postes de transformation sont équipés de matériel électro-secours (perche, tabouret, ...).



12. Les locaux électriques (poste de raccordement, transformateur, ...) sont équipés d'une détection automatique d'incendie, adressable, avec report de l'alarme à un poste surveillé en permanence.

13. Les transformateurs à bain d'huile sont placés sur rétention.

### **Risques spéciaux :**

14. Des consignes claires pour intervenir sur un sinistre éventuel ou pour un secours à personne sont affichées. Elles comprennent notamment :

- Un plan complet et inaltérable des équipements avec la localisation des accès, des circulations verticales et horizontales, des dispositifs de sécurité anti-chutes, des organes de coupure des énergies, des moyens de secours et des zones à risque (électrique, champ électromagnétique, pièces en mouvement...).
- La conduite à tenir détaillée relative à la mise en sécurité des installations avant toute intervention.
- Un numéro de téléphone d'une personne compétente d'astreinte à prévenir en cas d'urgence, et ce 24 heures sur 24.

15. L'arrêt automatique des installations en cas de contrainte trop élevée sur les éléments des constructions (vent important, blocs de glace...) doit pouvoir être obtenu à distance par simple demande des sapeurs-pompiers au gestionnaire des installations.

### **13.2 – Moyens de lutte contre l'incendie**

1. L'exploitant fournit aux sapeurs-pompiers les coordonnées téléphoniques d'un responsable d'astreinte, et ce, 24 heures sur 24 pour donner les premières consignes aux équipes de secours sur site.

2. Il établit des consignes claires et précises pour

- transmettre un appel de demande de secours aux sapeurs-pompiers,
- collaborer à distance aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie,
- sécuriser les installations,
- condamner à distance l'alimentation des éoliennes.

3. L'exploitant fournit aux sapeurs-pompiers les plans du parc en Lambert II étendu pour une géolocalisation précise sur la cartographie opérationnelle.

Ces plans doivent comporter :

- l'emplacement des points de rencontre en phase chantier,
- l'emplacement des éventuelles zones de pose d'hélicoptères,
- le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes,
- la localisation des éoliennes avec leur numérotation,
- la localisation des citernes contribuant à la défense de la forêt contre l'incendie,
- l'emplacement des postes de raccordement.

4. Il assure aux sapeurs-pompiers défendant le secteur une formation sur les mesures conservatoires à prendre en cas d'incident et sur les caractéristiques techniques de l'installation.

5. Accueillir et diriger les sapeurs-pompiers pour toute demande d'intervention.

6. Sept réserves d'eau d'une capacité unitaire minimale de 60 m<sup>3</sup> sont implantées conformément aux informations portées dans le dossier.

7. Des extincteurs, adaptés aux risques sont installés, à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...).

8. Une procédure permettant aux agents en charge des opérations de maintenance de mettre à la disposition des secours extérieurs les clés d'accès à la base du mat (dans le véhicule des agents, dont les vitres pourraient être brisées, ...) est définie.

9. Un moyen de communication fixe ou mobile permettant aux secours extérieurs d'établir une liaison avec les agents éventuellement en difficulté dans la nacelle sera laissé à disposition lors de toutes opérations de maintenance de l'exploitant.

#### **Article 14 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire de Saint Amans Valtoiret, l'exploitant ainsi que l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie de Saint Amans Valtoiret pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait en sera affiché à la mairie de Saint Amans Valtoiret pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal sera dressé de cette formalité et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Il sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Albi, le **07 NOV. 2014**  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Hervé  TOURMENTE

***Délais et voies de recours :** Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées au tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV – 31068 TOULOUSE CEDEX :*

*- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;*

*- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.*